

QUELLE ECONOMIE POUR QUEL DEVELOPPEMENT ?

Depuis 1900, la production industrielle mondiale a été multipliée par 100, tandis que l'agriculture elle-même s'industrialisait massivement. Dans les 80 années précédentes, l'essentiel de cette croissance avait eu lieu en Europe et aux Etats-Unis. A partir des années 1950, la croissance des pays de l'Est européen puis d'un groupe de pays du Sud (les "Nouveaux Pays Industrialisés") devint encore plus rapide, tandis que la grande masse des pays sous-développés connaissait une explosion démographique sans croissance économique correspondante. La crise écologique que nous connaissons actuellement est la résultante de ces trois expansions : l'expansion de longue durée des pays développés, la croissance très rapide du groupe des "nouveaux venus", la pression démographique de l'immense marée des pays pauvres.

Aujourd'hui, la prise de conscience que "l'on ne peut plus continuer comme avant" est générale, mais les oppositions d'intérêts n'en sont que plus éclatantes. L'économie propose-t-elle des solutions ? et peut-on envisager des solutions de long terme valables pour l'humanité toute entière ?

I - LA PRISE DE CONSCIENCE DES LIMITES

Les effets écologiques menaçants de l'activité économique et de la pression démographique ont été présentés dans la première partie de ce livre. Certains sont déjà sensibles (érosion, désertification, crise urbaine, multiplication des risques technologiques de type Bâle-Tchernobyl-Bophal). D'autres sont prévisibles mais ne seront sensibles qu'à terme : effet de serre, déchirement de la couche d'ozone, épuisement de la diversité biologique). Cette différence est fondamentale : les premiers appellent immédiatement une réaction des victimes, les seconds sont sujets à débats spéculatifs, les futures victimes n'ayant évidemment pas voix au chapitre. Les premiers engendrent des crises "localisables", les autres des crises diffuses, globales.

Les responsabilités sont elle-mêmes différemment identifiables : certaines pratiques guidées par la seule recherche du profit immédiat sont à l'origine des risques, d'autres risques sont la résultante de modes de vie et de consommation que l'on a longtemps cru "innocents", voire de pratiques de survie (comme la culture sur brûlis). Toutes ont en commun leur caractère nocif, mais

cette nocivité n'apparaît que par effet de composition, par l'accumulation de ces pratiques au détriment de "biens collectifs".

La mobilisation écologique naît donc d'une "conscience des limites", conscience qui autrefois fut souvent présente (dans les sociétés communautaires), mais qui a disparu avec la montée de l'individualisme, la confiance irraisonnée en la technique, voire la mégalomanie des "capitaines d'industrie" ou des Etats "bâtisseurs d'avenir". Respect des limites qui a pu céder aussi sous la pression de la misère, de la démographie, dans des sociétés restées traditionnelles mais incapables de relever les nouveaux défis.

L'Europe du XIVème siècle avait déjà connu ce type de crise née de l'épuisement d'un système technico-économique dans son rapport à la nature, crise qui avait entraîné un formidable effondrement démographique. Cinq siècles plus tard, l'économiste Malthus avait prophétisé le retour de ces limites, mais le progrès technique avait écarté la menace. C'est donc tout naturellement vers un surcroît de progrès technique que l'on se tourne d'abord pour affronter la crise écologique présente. Mais, à la fin du Moyen-Age comme au XIXème siècle, ce progrès technique n'a été permis, et même tiré, que par des institutions favorables. Enfin, les écologistes les plus radicaux soulignent la nécessité d'une mutation des mentalités, des systèmes de valeurs et des cadres intellectuels.

II - LES SOLUTIONS TECHNIQUES

Face aux risques et aux limites, les artisans, les ingénieurs et les savants proposent, les politiques disposent et les économistes évaluent. Encore faut-il mesurer ces risques et ces limites.

Les risques "localisés" et identifiables sont relativement probabilisables, leurs coûts évaluables. L'accident de Tchernobyl a néanmoins montré le caractère subjectif de ce genre de calcul. L'incertitude reste radicale, les coûts éventuels dépassent souvent la mesure. Quant aux "limites globales", les spécialistes d'écologie physique ne peuvent fournir que des évaluations encore plus floues, car il est vrai que le système bio-physique "Terre" est partiellement capable de recycler les dégradations que l'humanité lui inflige.

Cette incertitude, en masquant l'urgence des choix radicaux, fait la séduction des "solutions techniques". De même que la révolution agraire de la polyculture-élevage avait permis une réfertilisation de la terre européenne que l'écobuage avait épuisée, de même, on peut espérer que des techniques agricoles ou industrielles meilleures pourront diminuer les risques et faire

reculer les limites globales. La technologie est appelée au secours des deux côtés : production et consommation.

Côté production, les maîtres-mots sont : recyclage, biodégradabilité, non-toxicité, et ressources renouvelables. Il s'agit que la production n'épuise pas les "sources" d'énergie et de matières premières que la nature nous a offert, et qu'elle n'encombre pas les "puits" où elle a complaisamment recueilli nos déchets.

Plus importantes encore sont les promesses du côté de la consommation : pour le même effet utile (se chauffer, s'éclairer), d'immenses économies sont possibles, tout particulièrement dans le domaine de l'énergie primaire. La femme tanzannienne, au prix d'un labeur épuisant pour elle-même et pour la forêt alentour, utilise 30 fois plus d'énergie pour la cuisson que la femme japonaise. Le gaspillage strictement superflu du consommateur américain moyen est effarant. Les gisements d'économie d'énergie (et donc d'effet de serre ou de risques nucléaires), à niveau constant ou même croissant de consommation finale, sont donc considérables.

L'avantage des substitutions techniques, c'est qu'elles offrent ainsi à l'économiste un critère *interne*, sans remises en cause ni des rapports sociaux, ni du modèle de demande final. En règle générale, et à prix constant, les nouvelles techniques demandent plus d'investissement et moins de coûts de fonctionnement que les anciennes. Il suffit de subventionner l'investissement et d'élever les coûts *perçus* de fonctionnement pour provoquer la substitution. Mais voilà. Qui finance l'investissement ? Qui fait percevoir les coûts ? Des institutions.

III - L'INVENTION DE NOUVELLES INSTITUTIONS

Le débat sur les institutions est piégé chez les économistes par deux formes extrêmes et également inadaptées aux problèmes écologiques : l'Etat et le marché. L'Etat qui planifie en fonction de "l'intérêt général", qui établit des normes, qui interdit certaines pratiques. Le marché qui fait percevoir à chaque agent privé à quelles conditions son initiative concorde à la demande générale. Malheureusement, les exigences écologiques sont mal prises en compte par l'Etat et par le marché.

Que l'Etat (quel qu'en soit la forme) soit bien armé pour interdire, purement et simplement, les pratiques dangereuses, c'est évident. Mais l'expérience des pays dictatoriaux à développement

récent (à commencer par les ex-"communismes") montre que l'Etat peut développer ou encourager, de par sa propre sociologie, les pratiques productivistes les plus dangereuses, localement et globalement. La résistance de communautés contre les Etats autoritaires s'est souvent nourrie de la contestation écologique.

Quant au marché, il est particulièrement désarmé face au problème commun à toutes les situations de crise écologique : les *externalités*. Sous ce terme, les économistes visent les effets d'une transaction marchande dont sont victimes des tiers non concernés par la transaction : une usine vend ses produits à des clients...mais empoisonne la vie des riverains. Cette fois encore, c'est la résistance de communautés lésées qui peut obliger les sujets des transactions à inclure, dans leurs prix, les coûts de protection contre les risques, de dédommagements, etc... Cette pression peut aller jusqu'à l'institutionnalisation : alors, ces "coûts externes" sont "*internalisés*" dans les comptes des producteurs et des consommateurs privés par l'imposition de taxes : "le pollueur doit payer".

Le statut des taxes est ambigu. D'abord, elles rendent "marchandes" des obligations légales : Etat et Marché interfèrent. Mais pratiquement, s'agit-il de dissuader les pratiques dangereuses, ou de financer les moyens de réparer leurs dégâts ? Une taxe a-t-elle vocation à éliminer les pratiques qu'elle frappe, ou à accorder aux plus riches un "droit à polluer" ? Deux philosophies s'affrontent dans cette solution institutionnelle qui, par son ambiguïté même, sera sans doute promise à un grand succès.

Mais la question est portée à l'incandescence dans le cas des risques globaux. Qui a le droit de taxer, ou de prohiber, l'usage de l'écosystème global, pour protéger des générations *futures*, des "tiers potentiels"? Ici, il s'agit de formaliser des rapports sociaux inédits, d'établir des "droits de propriété" sur des "biens communaux planétaires" ("*global commons*"). Déjà, au XVème siècle européen, la révolution agro-pastorale n'avait été possible que par "l'enclosure des biens communaux", réservant ces terres à des fermiers "efficacés"... et prolétarisant les autres !

Prenons l'effet de serre. S'il est vrai que la planète "recycle" spontanément la moitié des gaz à effet de serre, cette moitié là est le "bien collectif" qu'il s'agit de gérer. La logique marchande répond tranquillement : "*nous n'avons pas à anticiper dans nos coûts la croissance de la température dans deux générations*". La pression de la Communauté Mondiale tente au contraire de faire réguler l'usage de ce "bien collectif". Mais comment l'affecter ? Au prorata des

pollutions actuelles (en "gelant" les émissions de chaque pays, ou en organisant leur décroissance d'un pourcentage imposé à tous)? Au prorata de la population de chaque pays (proposition Agarwal) ? En tenant compte des pollutions historiquement réalisées depuis un siècle, par les pays du Nord (proposition keynienne) ? Et les "quotas" (*permits*) ainsi établis seraient-ils monnayables d'un pays à l'autre ?

Ici éclatent les conflits d'intérêt entre les trois groupes de pays. Les pays développés accepteraient à la rigueur un gel pérennisant leurs privilèges. Les pays à croissance rapide refuseront toute contrainte que n'auraient pas connus les premiers depuis 150 ans de révolution industrielle. Quant aux pays les plus pauvres, ils doivent survivre, et n'auraient même pas les ressources financières et technologiques permettant d'exploiter rationnellement leurs "quotas" (qui, en cas de "gel" des pollutions au niveau actuel, interdiraient d'ailleurs toute perspective de progrès pour leur population croissante.) Ils sont pour des quotas au prorata de leur population, éventuellement monnayables.

Ici, l'économiste doit retrouver sa modestie devant la politique, et même devant l'éthique. Il ne peut fournir des réponses que lorsque sont précisées les valeurs à privilégier. S'il adhère à des valeurs "universalistes" selon lesquelles tous les humains sont égaux en droit, et également responsables vis à vis des générations futures, il prônera sans doute un système de quotas au prorata des populations, avec un transfert gratuit vers le Sud de moyens financiers et technologiques (au titre de la "dette écologique" accumulée par le Nord), transferts alimentés par des taxes dissuasives sur les productions écologiquement dommageables.

On en est loin : actuellement la "crise de la dette" organise un transfert financier dans l'autre sens ! Et une réforme aussi radicale du désordre mondial supposerait, outre l'abolition de la dette, un quasi-Etat mondial capable de répartir les quotas avec justice, d'organiser les transferts, tout en laissant les communautés locales aménager leur modèle de développement en respectant leurs obligations planétaires. Utopie ? Mais alors utopie nécessaire.

IV - VALEURS ET CADRES INTELLECTUELS

On vient de s'en rendre compte : l'économiste ne peut faire l'impasse sur la politique et sur l'éthique. Plus profondément encore, il est piégé entre l'Etat et le marché, même lorsqu'il prend en compte ces institutions hybrides : les normes, les quotas, les taxes par lesquelles l'Etat (national ou global) peut espérer "cadrer"

des activités marchandes.

Le fond du problème est que l'économie politique présuppose toujours des individus abstraits, universellement interchangeable, qu'il dote d'une psychologie strictement utilitariste. Il n'a pas tort : cela correspond relativement bien aux cadres de pensée (*systems of knowledge*), aux valeurs, aux institutions de la modernité occidentale. Or, nous l'avons vu, c'est toujours la mobilisation de communautés, unies par un sentiment d'appartenance à un enjeu collectif menacé, qui fait progresser la technique et les institutions, au nom de valeurs non-individualistes : la défense de la vie, celles des générations présentes et futures, ou d'autres espèces, la beauté, le sens des responsabilités.

Les populations des pays développés ont désappris ces valeurs et ces cadres collectifs d'identification des intérêts, mais ils ne les ont pas oublié totalement lorsqu'il s'agit de leurs propres enfants, de leur patrie, de leurs villes natales... Aucune réforme technique ou institutionnelle n'est possible sans une (r)évolution culturelle substituant, à une mesure du bonheur par la capacité d'accaparement individuelle, une mesure par la jouissance collective de biens communs, en particulier à travers la diminution du temps de travail.

La situation au Sud est bien différente. Ces valeurs et ces cadres intellectuels ne sont pas encore balayés par la modernité, sauf dans les couches moyennes et les élites des pays intermédiaires (qui pour cela sont facilement montrés du doigt, à l'exemple du Brésil ou de la Malaisie). Pour la grande majorité des populations du Sud, la sauvegarde de l'environnement local et global est la condition même d'un authentique développement : de la santé, d'un minimum de confort, d'un allègement de la peine et de la faim quotidienne. Mais cette majorité est privée des moyens d'action collective qui lui permettrait de défendre localement, à la base, ces objectifs communautaires. Le "dualisme" social hérité de la colonisation en est très largement responsable : les "élites" au pouvoir adoptent le cadre de pensée productiviste occidental dans ses formes les plus caricaturales, tandis que les masses ne conservent de l'ancienne communauté que la méfiance vis à vis de changements nécessaires et utiles : contrôle des naissances, adoption de nouvelles techniques "adaptées", simples mais efficaces. Ces innovations sont perçues comme des intrusions imposées d'en haut, par les élites ou par l'extérieur, par substitution à la participation populaire plutôt que par sa promotion.

Il n'y aura pas de lutte efficace au Sud pour un

développement durable qui ne se fonde sur un cadre de pensée approprié : enracinement dans les réalités concrètes, transfert de pouvoir vers les communautés locales, promotion des valeurs communautaires rénovées (en particulier par l'émancipation des femmes), prise en compte du contexte socio-culturel.

C'est pourtant là que se jouera très vite la collision entre la crise écologique et le devenir du genre humain. Mais gardons-nous de blâmer les victimes. Le Nord, infiniment plus responsable par ses pratiques passées et présentes, comme par les valeurs et les modes de penser irresponsables qu'il a imposé, ne pourra pas se protéger longtemps, par ses armes et ses moyens de pression financiers, du chaos qu'il aura laissé se développer à ses portes.